

Pour un mouvement féministe massif, inclusif et lié aux autres luttes !

La politique austéritaire conduit aux restrictions des dépenses de santé et aux fermetures de services publics, qui touchent en priorité les plus pauvres et les plus précaires, donc en majorité des femmes. La réalité du droit à l'avortement est mise en cause par l'insuffisance des moyens dans les centres IVG et des centres de planning ferment (Toulouse, Colombes...). Le manque de places en crèche conduit au renoncement forcé de nombreuses mères au travail ou à des dépenses insupportables pour les parents obligé-e-s de recourir à des modes de garde privés.

Au travail, les inégalités de postes et de salaires sont criantes et le blocage des salaires pèse encore plus durement sur les personnes les plus mal payées : les femmes sont là aussi les plus touchées.

Tou-te-s ensemble contre le gouvernement Hollande-Valls-Macron !

Avec la loi Macron, le gouvernement veut ajouter à cela l'extension du travail du dimanche, qui touchera tout particulièrement les femmes, nombreuses dans les activités de commerce. À cela s'ajoutent la généralisation de « contrats » individuels pour contourner les dispositions favorables du code du travail et les conventions collectives, tout en mettant en cause la représentation des personnels dans l'entreprise, les tribunaux prud'homaux et l'inspection du travail. Cette attaque sans précédent vise à casser le droit du travail, à permettre aux patrons d'exercer une pression maximale sur les salarié-e-s individualisé-e-s. Il est indispensable de préparer toutes et tous ensemble la journée de grève et de manifestations du 9 avril, à l'appel des syndicats ; il faudra que ce ne soit pas une journée d'action sans lendemain, mais le premier acte d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale !

Tout en multipliant ses attaques anti-sociales, le gouvernement utilise les odieux attentats contre *Charlie hebdo* et l'Hyper casher pour en appeler à l'union nationale. Il essaie ainsi de faire accepter à la population le rôle de plus en plus important de l'impérialisme français dans les interventions au Moyen-Orient et en Afrique aux côtés des États-Unis. En même temps, il aggrave le climat sécuritaire, militarisant encore plus les villes, aggravant la surveillance et la répression sur les jeunes des quartiers, les sans-papiers et les militant-e-s, à commencer par les camarades des ZAD. Avec cette politique, il contribue activement à la montée de l'islamophobie, au plus grand bénéfice du FN. Et les attaques islamophobes frappent tout particulièrement les femmes voilées.

De plus, le gouvernement n'a même pas tenu ses promesses concernant la PMA pour toutes et refuse de reconnaître les droits des personnes trans (dépathologisation de la transidentité, libre changement d'état civil, libre choix de son médecin, remboursement à 100% des frais médicaux de transition, etc.).

Enfin, il ne fait rien contre les réseaux de proxénétisme et pour sortir les femmes de la prostitution forcée, ce qui supposerait de leur accorder des papiers et de mettre en place des dispositifs sociaux. Plus généralement, il refuse de reconnaître des droits aux travailleurs/ses du sexe. Au contraire, la menace d'un retour au Parlement de la proposition visant à pénaliser les clients des prostitué-e-s est bien réelle, alors que cela n'empêcherait évidemment pas la prostitution, mais reviendrait à rendre ses conditions d'exercice encore plus difficiles et dangereuses pour les prostitué-e-s.

Ce 8 mars à Belleville... car pour l'unité sans exclusive !

Dans ce contexte, il est nécessaire de réaffirmer la nécessité d'un mouvement féministe indépendant du pouvoir, combatif, massif et inclusif. Nous déplorons qu'il ne soit toujours pas possible de construire une mobilisation féministe commune et continuerons le combat en ce sens. Mais la condition de l'unité est la définition d'objectifs communs et le droit pour toutes et tous (organisations, collectifs, individu-e-s...) de participer aux initiatives et aux luttes en défendant par ailleurs les convictions de leur choix, y compris donc leurs éventuelles croyances religieuses, avec ou sans le port d'un voile, et y compris les revendications portées par le STRASS (syndicat des travailleurs et travailleuses du sexe). C'est pourquoi, cette année encore, la Tendance CLAIRE du NPA manifeste à Belleville, à l'appel du Collectif « 8 mars pour toutes » – et nous regrettons qu'une partie de nos camarades du NPA n'ait pas fait ce choix.

Pour le développement des idées communistes autogestionnaires dans le mouvement féministe !

La Tendence CLAIRE du NPA défend le projet du communisme autogestionnaire et un programme de revendications axé sur l'objectif du pouvoir des travailleurs/ses auto-organisé-e-s. C'est pourquoi, tout en participant au mouvement féministe dans le respect de ses formes d'auto-organisation, nous y défendons – comme au sein du mouvement ouvrier et des mouvements anti-impérialistes et anti-racistes – les idées du communisme autogestionnaire. Nous publions ci-dessous les passages consacré à la question des oppressions dans la plateforme que la TC a défendue avec d'autres camarades pour le récent congrès du NPA (cf.

Contre les oppressions

Nous luttons avec tou-te-s les opprimé-e-s, notamment pour que notre classe ne se laisse pas diviser par des réactionnaires qui pointent des boucs émissaires et défendent le capitalisme. Mais nous ne réduisons pas ces luttes à l'entreprise, car elles traversent toute la société. Tout en défendant l'alliance avec le mouvement des travailleur-se-s et la nécessité de la révolution, **nous misons sur l'auto-organisation de celles et ceux qui luttent** pour leur émancipation. Nous sommes particulièrement attentif/ve-s aux personnes subissant des oppressions croisées, qui décuplent les effets de domination... et rendent particulièrement explosives leurs potentialités de révolte. **Nous menons le combat contre les oppressions non seulement en général, mais aussi dans les organisations du mouvement ouvrier**, les syndicats, les différentes structures de lutte et notre propre parti. C'est une question de principe et une conditions pour aller aujourd'hui vers une véritable convergence de toutes les luttes – et demain vers une révolution sociale qui bouleverse non seulement les rapports de production, mais l'ensemble des rapports sociaux.

Nous lions les revendications concrètes à l'objectif de **l'égalité réelle des droits pour tou-te-s : étrangers/français, femmes/hommes, LGBTI/hétéros** ; régularisation immédiate de tou-te-s les sans-papiers, droit de vote des étrangers-ères à toutes les élections, abrogation de toutes les lois anti-immigré-e-s ; contre la stigmatisation des musulman-e-s, le racisme anti-Roms ; pour l'égalité femmes/hommes à tous les niveaux ; développement de structures collectives (restaurants, crèches...) pour briser la double journée de travail imposée aux femmes ; interdiction du travail de nuit (sauf nécessité, comme les urgences) ; défense des centres IVG, droit à la PMA pour tous les couples ; changement d'état civil sur simple demande pour les trans et remboursement à 100% des frais médicaux de transition sans condition ; lutte contre les préjugés à l'école...

Relier les luttes spécifiques à notre combat anticapitaliste

Si le lieu de travail est un lieu de construction stratégique prioritaire pour en finir avec le capitalisme, il n'est pas le seul. Le capitalisme impacte notre environnement ou encore nos relations sociales. Il s'agit donc d'**aider à l'organisation des opprimé-e-s qui luttent dans différents domaines.**

Pour les luttes écologistes, féministes, LGBTI, antifascistes, comme pour la défense des besoins concrets de la population (maintien d'un bureau de poste, d'une gare, etc.), **nous soutenons ou impulsions la création de collectifs** avec des individus, des associations et/ou des syndicats qui permettent de combiner différents types de militantisme. Par exemple, nous contribuons à regrouper les militant-e-s écologistes radicaux-ales avec les militant-e-s ouvrier-ères pour mettre en évidence les intérêts communs de celles et ceux qui veulent lutter contre NDDL, le barrage de Sivens, l'enfouissement des déchets nucléaires en Meuse, etc. De même, nous intervenons dans les collectifs féministes et militons pour qu'il en existe dans les entreprises, les facs, les lycées, pour développer la conscience féministe et les luttes autonomes des femmes, et si possible sur des bases de classe. **Nous défendons aussi et promouvons les réunions non mixtes** pour permettre aux personnes opprimées de se rencontrer, de prendre la parole, de discuter, d'élaborer et d'agir entre elles.

Des pratiques militantes en accord avec notre projet

Sans prétendre que notre parti puisse être une « contre-société », il doit être un lieu d'émancipation, vigilant contre la reproduction des oppressions, où les nouveaux et nouvelles militant-e-s puissent prendre leur place.

Cela implique des **réunions adaptées à la vie des travailleur-se-s** par leurs horaires et leur durée comme par leur contenu qui articule analyses et conclusions pratiques pour la lutte. Cela implique aussi de **limiter la division entre tâches** « intellectuelles » (formation, élaboration, etc.) et « manuelles » (diffs, collages, etc.). La formation aux acquis théoriques et historiques du marxisme, du mouvement ouvrier, enrichis plus récemment par ceux du féminisme, de l'écologie radicale, etc., est nécessaire pour l'égalité dans les débats. Il faut aussi **généraliser l'organisation de gardes d'enfants** lors des réunions pour que cette tâche ne repose pas sur les femmes. Cette responsabilité doit être portée collectivement.